**Motion présentée au CA de XXXXX**

Les élus (SNES-FSU) du CA du lycée XXXX s’opposent au projet concernant la réforme de l’orientation post-bac, qui instaurerait la sélection à l’entrée de l’université pour la rentrée prochaine. Pour nous, il est inacceptable que le bac puisse cesser d’être le premier grade universitaire qui permet aux élèves d’intégrer la filière de leur choix. C’est d’abord et avant tout l’asphyxie budgétaire des universités, le manque de places dans les formations après des années d’austérité, et le refus d’anticiper l’évolution démographique, qui expliquent la crise actuelle. Ce n’est pas aux futurs étudiants de payer cette crise.

Ce projet de réforme de l’orientation post-bac n'est pas fait pour améliorer la réussite des étudiants : il est fait pour sélectionner et ainsi barrer la route aux élèves qui seront jugés les plus fragiles. Ce projet est en cohérence avec les réformes envisagées du bac et du lycée à venir : des réformes qui ne feraient qu’accroître les inégalités entre élèves et établissements, et désorganiser les enseignements au sein des lycées.

 Les élus (SNES-FSU) tiennent à rappeler leur attachement aux 3 voies du lycée et au principe des séries : celles-ci définissent des parcours qui combinent choix personnalisé et enseignements communs. Les actuelles séries peuvent être améliorées dans leur contenu. Mais les supprimer, ce serait spécialiser les élèves trop tôt, et accroître les inégalités de scolarités. Quant au contrôle continu, promu par le ministère, il menace directement la valeur de l'examen et du diplôme. Nous défendons le principe d'un baccalauréat large, fondé sur des épreuves nationales, terminales et anonymes, seules garantes de l'égalité de valeur du diplôme sur tout le territoire.